

MOANAP — Principaux points

La période actuelle de transformation sans précédent porte en germe la promesse d'une amélioration du niveau de vie et d'un avenir plus prospère pour les populations de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Même si les avantages à long terme du Printemps arabe sont indiscutables, la région a été en butte depuis le début de l'année à des incertitudes et des tensions économiques sans égales, de sources tant internes qu'externes. La récente dégradation de la conjoncture économique mondiale va sans doute accentuer ces tensions.

Pour bâtir la confiance, ancrer les attentes et, à long terme, cueillir les fruits de la transformation historique en cours, les pays devront s'appliquer à définir avec détermination un vaste programme de réformes — visant à promouvoir une croissance solidaire — tout en maintenant la stabilité macroéconomique. Par ailleurs, il faudra, dans l'ensemble de la région, calibrer les programmes de dépenses additionnelles de manière à en maximiser les effets bénéfiques à court terme, tout en limitant les engagements à long terme. Certaines des mesures de soutien budgétaire (telles que les subventions généralisées) ne profitent pas forcément à ceux qui en ont les besoins les plus pressants. Il importe donc que les gouvernements s'emploient rapidement à mieux cibler les subventions et les transferts sociaux, ce qui aura pour avantage supplémentaire de débloquer des ressources pour les investissements dans les infrastructures, l'éducation et la santé.

Pays exportateurs de pétrole: tirer parti de la hausse des cours, sur fond de risques grandissants

L'activité économique, de même que la situation budgétaire et extérieure des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP s'est nettement améliorée, soutenue par la hausse continue des cours des produits énergétiques. D'après les prévisions, le rythme de progression de leur PIB réel augmenterait en 2011 — passant à près de 5 pour cent — puis se modérerait aux environs de 4 pour cent en 2012. Pour le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), les projections tablent sur un taux de plus de 7 pour cent en 2011. Plusieurs pays (l'Arabie Saoudite en particulier) ont temporairement accru leur production en réaction à la hausse des cours et aux déficits de production de la Libye. Nombre de pays se servent de leur marge de manœuvre supplémentaire pour accroître les dépenses et continuer à soutenir le secteur non pétrolier, dont le taux de croissance se chiffrerait, d'après les estimations, à 4,5 pour cent en 2011–12. En 2011, l'excédent extérieur courant total des pays exportateurs de pétrole devrait passer de 202 à 334 milliards de dollars EU (Libye non comprise) et celui du CCG de 163 à 279 milliards de dollars EU.

Parallèlement, des risques baissiers tangibles semblent perturber les perspectives d'avenir, tout particulièrement l'éventualité d'un net ralentissement de l'activité économique mondiale, résultant du fait que les pays avancés peinent à trouver une solution efficace au double problème de leur endettement et de leur déficit budgétaire. Si ces risques se matérialisaient et qu'il se produisait une nette dégradation de la croissance mondiale, l'activité des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en serait affectée, très probablement en raison d'une chute des cours énergétiques internationaux. Un ralentissement de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux émergents, ainsi qu'un regain de l'agitation politique dans la région pourraient également peser sur les perspectives économiques des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP.

La vulnérabilité des finances publiques a augmenté du fait des vastes plans de dépenses qui ont été mis en œuvre au cours des trois dernières années. En particulier, le cours pétrolier d'équilibre — niveau de prix qui assure l'équilibre des comptes publics au niveau de dépenses donné — a été orienté à la hausse dans la plupart des

pays, et se rapproche maintenant du cours effectif du marché. De plus, la hausse des primes de risque souverain pourrait accroître le coût des emprunts pour certains des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP.

Les politiques actuelles d'accompagnement budgétaire et monétaire restent indiquées tant que des tensions inflationnistes ou d'autres signes de surchauffe ne se font pas jour, ce qui est le cas dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région. À terme, des réformes propres à promouvoir une croissance largement partagée doivent être entreprises afin d'améliorer la gouvernance et le climat des affaires, et équiper les nouveaux arrivants sur le marché du travail de compétences requises par les employeurs, tout en les encourageant par ailleurs à prendre part à l'économie formelle. Une amélioration de la gouvernance des établissements bancaires et un développement des marchés intérieurs de la dette devraient permettre d'accroître la portée et la qualité de l'intermédiation financière et la rendre plus accessible pour tous.

Pays importateurs de pétrole: répondre aux besoins sociaux et rétablir la confiance économique

Les transformations du paysage politique et économique progressent lentement dans plusieurs pays importateurs de pétrole de la région, et devraient se poursuivre encore pendant de longs mois en 2012. Par ailleurs, l'activité et la confiance ont fléchi au niveau mondial, ce qui accentue l'accroissement marqué de l'incertitude économique dans la région. D'après les projections, le taux de croissance moyen du PIB réel des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, qui avait atteint 4¹/₃ pour cent en 2010, chuterait en dessous de 2 pour cent en 2011. On s'attend, pour 2012, à une reprise plus faible que prévu précédemment, avec une prévision de croissance à peine supérieure à 3 pour cent.

La situation extérieure et financière s'est dégradée. Bien que les envois de fonds des travailleurs migrants soient en règle générale restés abondants, le tourisme et les entrées de capitaux sont en net déclin. Ces facteurs, auxquels s'ajoute la hausse des cours des matières premières, ont causé une baisse des réserves internationales. Les écarts des obligations souveraines et des contrats sur risque de crédit (CDS) se sont accrus, de sorte qu'il en coûte plus cher aux États et aux entreprises d'emprunter sur les marchés internationaux. Par ailleurs, les projections laissent entrevoir une dégradation des bilans bancaires dans certains pays.

Un creusement des déficits budgétaires d'environ 1,5 pour cent du PIB en 2011–12 est à prévoir, car les autorités ont maintenu leur politique anticyclique. Les subventions et transferts généralisés, qui ne profitent guère aux plus démunis, ont considérablement augmenté, du fait que les gouvernements cherchent à amortir l'impact du ralentissement de l'activité économique et de la hausse des cours des matières premières. Certains pays ont taillé dans leurs dépenses d'équipement, et cela au détriment de la croissance future. En 2011–12, les besoins de financement des pays importateurs de pétrole devraient atteindre environ 50 milliards de dollars EU par an, et dans beaucoup de pays, le recours excessif de l'État au financement bancaire restreint le crédit au secteur privé.

Il est possible d'atténuer quelques-unes des tensions à court terme avec l'aide de financements externes et budgétaires provenant des partenaires régionaux et internationaux. Il faudrait néanmoins préserver la stabilité macroéconomique pour ancrer les anticipations et mettre en œuvre un vaste train de réformes propres à améliorer la mobilité sociale à travers de meilleurs débouchés économiques. Il faut notamment définir des plans pour mettre un terme aux récentes mesures d'exonérations fiscales et de dépenses, et remplacer les subventions généralisées par des dispositifs de protection sociale ciblée afin de dégager la marge nécessaire pour accroître les investissements publics générateurs de croissance. Des réformes dans un certain nombre de domaines, y compris les marchés du travail, les systèmes éducatifs, le climat des affaires et la gouvernance contribueront tous à tirer parti des nombreux atouts de la région pour atteindre des taux de croissance et d'emploi plus élevés à moyen et long terme.

MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–12

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne				Projections	
	2000–07	2008	2009	2010	2011	2012
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	5.5	4.5	2.6	4.4	3.9	3.7
Solde des transactions courantes	9.5	13.4	1.8	7.0	10.4	8.2
Solde budgétaire global	3.5	6.7	-2.9	-0.2	0.4	0.1
Inflation (croissance annuelle)	5.9	14.4	7.7	7.4	10.6	8.3
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	5.8	4.0	1.8	4.4	4.9	3.9
Solde des transactions courantes	13.3	18.7	4.1	10.6	15.0	12.4
Solde budgétaire global	7.7	13.0	-1.6	2.9	4.6	3.6
Inflation (croissance annuelle)	6.6	14.9	5.9	6.7	11.1	7.7
Dont : Conseil de coopération du Golfe						
PIB réel (croissance annuelle)	5.6	6.4	0.3	5.4	7.2	4.0
Solde des transactions courantes	15.7	22.5	7.1	15.0	20.6	16.9
Solde budgétaire global	11.9	24.7	-0.4	6.1	9.7	8.3
Inflation (croissance annuelle)	2.2	11.0	3.0	3.2	4.3	4.2
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4.9	5.5	4.2	4.3	1.9	3.1
Solde des transactions courantes	-0.7	-4.4	-4.4	-3.3	-3.3	-3.8
Solde budgétaire global	-5.2	-5.4	-5.2	-6.0	-7.6	-6.7
Inflation (croissance annuelle)	4.7	13.3	11.1	8.7	9.8	9.6
<i>Pour mémoire :</i>						
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	5.5	4.6	2.6	4.4	4.0	3.6
Solde des transactions courantes	10.3	15.0	2.4	7.7	11.2	9.0
Solde budgétaire global	4.5	8.6	-2.6	0.5	1.2	0.8
Inflation (croissance annuelle)	6.0	14.6	6.1	6.9	10.2	7.7
Pays importateurs de pétrole de la région MOAN						
PIB réel (croissance annuelle)	4.7	6.4	4.9	4.5	1.4	2.6
Solde des transactions courantes	-0.9	-2.9	-3.9	-3.9	-4.8	-4.7
Solde budgétaire global	-6.6	-4.5	-5.3	-6.3	-8.4	-7.5
Inflation (croissance annuelle)	4.2	13.5	7.0	7.5	7.7	7.6

Sources: autorités nationales; et calculs et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 et 2012 excluent la Libye.

MOANAP : (1) Exportateurs de pétrole: Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen; (2) Importateurs de pétrole: Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

MOAN: MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.